

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

- MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

## ARRÊTÉ

es

*Le Ministre de l'Éducation Nationale*

Vu la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère, artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque;

Vu l'avis émis par la Section Permanente de la Commission des sites, perspectives et paysages de la Haute-Savoie dans sa séance en date du 1er février 1950;

Vu l'avis émis par la Commission supérieure des sites dans sa séance en date du 24 juin 1948;

Vu l'arrêté en date du 16 avril 1944 inscrivant sur l'inventaire des sites le Massif du Mont-Blanc communes de Chamonix, les Houches, les Contamines, St-Gervais-les-Bains;

Vu l'adhésion en date du 10 novembre 1948 donnée par le Conseil Municipal de Saint-Gervais les Bains;

Vu l'adhésion en date du 19 septembre 1948 donnée par le Conseil municipal des Contamines;

Vu l'adhésion en date du 5 septembre 1948 donnée par le Conseil Municipal de Chamonix;

Vu l'adhésion donnée par M. le Ministre de l'Agriculture (Direction Générale des Eaux et Forêts) en date du 24 avril 1951

Vu l'adhésion donnée par M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques (service des Domaines) en date du 23 mai 1951;

## ARRÊTÉ :

Article 1er. - Est classé parmi les sites de caractère pittoresque l'ensemble formant le massif du Mont-Blanc et comprenant les glaciers, sommets et terrains domaniaux situés sur le territoire des communes de Chamonix, les Houches, les Contamines et Saint-Gervais-les-Bains et les terrains communaux appartenant aux communes de Chamonix, les Contamines et St-Gervais les Bains compris à l'intérieur du périmètre suivant :

.....

la frontière franco-suisse du Pissoir au Mont-Dolent; la frontière franco italienne du Mont-Dolent à l'Aiguille des Glaciers; la limite départementale de la Haute-Savoie de l'Aiguille des Glaciers au Mont-Tondu; les limites nord inférieures et ouest du glacier de Tré-la-Tête, la courbe de niveau qui suit la cote 2000 en englobant le Mont Voraissay et le Mont-Bachat jusqu'au glacier des Bossons, les limites sud-ouest inférieures et nord-Est du glacier des Bossons; ~~les limites~~ la courbe de niveau qui suit la cote 2000 jusqu'à la Mer de Glace; la limite sud-ouest inférieure et nord de ce glacier y compris le Mauvais Pas: la courbe de niveau qui suit la cote 2000 jusqu'au glacier d'Argentières; les limites sud inférieures et nord de ce glacier la courbe de niveau qui suit la cote 2.000 jusqu'au glacier du Tour; les limites sud inférieures et nord de ce glacier jusqu'au Pissoir.

Article 2.- Le présent arrêté sera notifié au préfet du département de la Haute-Savoie et aux maires des trois communes intéressées qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Article 3.- Il sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation du site classé.

PARIS, le 14 Juin 1951

Le Directeur du Cadastre



M. ABRAHAM

D É C R E T

Le Président du Conseil des Ministres

Sur le rapport du Ministre de l'Education Nationale et du Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts;

Vu la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque;

Vu l'avis émis par la Commission départementale des sites de la Haute-Savoie le 1er février 1950;

Vu l'avis émis par la Commission supérieure des sites le 24 juin 1948;

Vu le refus d'adhésion formulé par le Conseil Municipal de la commune des Houches le 1er février 1951;

La Section de l'Intérieur du Conseil d'Etat entendue;

D E C R E T E

Article 1er.— Est classé parmi les sites pittoresques de la Haute-Savoie l'ensemble des terrains communaux situés au-dessus de la cote 2000 dans le Massif du Mont-Blanc et appartenant à la commune des Houches .

Article 2.— Le présent décret sera notifié au préfet du département de la Haute-Savoie et au maire des Houches qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution .

Article 3.— Il sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation du site classé.

Article 4.— Le Ministre de l'Education Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

PARIS, le 5 janvier 1952

R.PLEVEN

par le Président du Conseil des Ministres

Le Secrétaire d'Etat aux  
Beaux-Arts

André CORNU

Le Ministre de l'Education Nationale

André MARIE

D E C R E T *du*

16 JUIN 1976

*Ampliation certifiée conforme  
le Secrétaire Général du Gouvernement*

classant parmi les sites pittoresques les abords du Massif du Mont-Blanc sur le territoire des communes de Chamonix, Saint-Gervais, Vallorcine les Houches et les Contamines-Montjoie (Haute-Savoie).

LE-PREMIER MINISTRE,

VU la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque, modifiée par la loi n° 67.1174 du 28 décembre 1967 et notamment les articles 5.1., 7 et 8, ensemble le décret n° 69.607 du 13 juin 1969 pris pour son application ;

VU la loi du 12 avril 1943 portant réglementation de la publicité et des enseignes et notamment les articles 5 et 9 ;

VU le décret n° 68.134 du 9 février 1968 portant application du décret n° 59.275 du 7 février 1959 modifié relatif au camping et notamment les articles 2 et 6 ;

VU le décret n° 72.37 du 11 janvier 1972 relatif au stationnement des caravanes ;

VU les conclusions de l'enquête qui après publication par affichage certifiée par les maires a été effectuée en application de l'article 5.1. susvisé de la loi du 2 mai 1930, modifiée et des articles 4 et 5 du décret n° 69.607 du 13 juin 1969 et notamment le défaut de consentement de certains propriétaires ;

VU l'arrêté ministériel du 14 juin 1951 et le décret du 5 janvier 1952 classant parmi les sites le Mont-Blanc ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 1942 inscrivant à l'inventaire des sites une partie du territoire des Contamines-Montjoie ;

VU l'instance de classement ouverte le 20 février 1975 par le Ministre de la Qualité de la Vie ;

VU l'avis émis par la Commission départementale des sites le 2 septembre 1975 ;

VU l'avis émis par la Commission supérieure des sites le 8 janvier 1976.

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

.../...

D E C R E T E :

Article 1er :

Les abords du Massif du Mont-Blanc sont classés parmi les sites pittoresques du département de la Haute-Savoie sur les communes de Chamonix, Saint-Gervais, Vallorcine, les Houches et les Contamines-Montjoie, comprenant les zones suivantes :

- au nord du massif : le Col de Balme, à partir de l'Aiguille du Pissoir à la frontière franco-suisse jusqu'à la cote 2 000 en y comprenant l'Aiguillette et le Col des Posettes, ainsi que le couloir à la limite de la commune de Vallorcine assurant la liaison avec la réserve naturelle des Aiguilles Rouges.
- à l'ouest : le Col de Voza depuis la limite de la réserve de chasse au-dessus des Houches jusqu'aux flancs et aux moraines de glacier de Bionassay.
- au sud : la Haute Vallée de Montjoie, depuis la chapelle N.D. de la Gorge jusqu'au col du Bonhomme et au Mont-Tondu où l'on rejoint le site actuellement classé.
- les flancs et les moraines frontales des glaciers qui ne sont pas actuellement protégés au-dessus de la cote 2 000 (Argentièrre, Mer de Glace, les Bossons, Taconnaz) et la zone forestière des rochers des Mottets à l'extrémité de celle-ci.
- les terrains privés au-dessus de la cote 2 000.  
et telles que les délimitations figurent sur le plan ci-joint au 1/20 000°

Article 2 :

Le présent décret sera notifié au Préfet du département de Haute-Savoie, aux maires des communes de Chamonix, Saint-Gervais, Vallorcine, les Houches et les Contamines-Montjoie, ainsi qu'aux propriétaires intéressés.

Article 3 :

Il sera publié au Bureau des Hypothèques de la situation du site classé dans les conditions prévues par l'article 10 de la loi susvisée du 2 mai 1930.

.../...

Article 4 :

Le Ministre de la Qualité de la Vie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 16 JUIN 1976

Jacques CHENAG

Par le Premier Ministre

Le Ministre de la Qualité de la Vie

André FOSSET